

Art. 32. Artikel 2, § 1, lid 4, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort 'ONE' wordt als volgt aangevuld : "8° de huiswerkinstituten".

Art. 33. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004, met uitzondering van de artikelen 19, 20 en 21, die in werking treden op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 28 april 2004.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan ONE
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs
P. HAZETTE

De Minister van Begroting
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Vergadering 2003-2004.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 510-1. Amendementen van de commissie, nr. 510-2. — Verslag, nr. 510-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 20 april 2004.

—————
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2452

[C — 2004/29220]

12 MAI 2004. — Décret fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Des droits, obligations et recrutement des puériculteurs*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "pouvoir organisateur" :

- a) la Communauté française;
- b) une commune, une province ou la Commission communautaire française, pour le réseau officiel subventionné;
- c) une personne physique ou morale de droit privé qui assume la responsabilité de l'enseignement dispensé dans un ou plusieurs établissements de l'enseignement libre subventionné.

2° "commission" :

- dans l'enseignement subventionné : la commission zonale de gestion des emplois créée par les articles 6 et 10 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- dans l'enseignement organisé par la Communauté française : la commission zonale d'affectation visée à l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Le présent décret s'applique aux puériculteurs visés par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics pour la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception des puériculteurs de l'enseignement spécial.

Art. 4. Parmi les emplois visés par le décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 précité et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002. précité, le nombre d'emplois affectés au recrutement de puériculteurs doit être supérieur ou égal au nombre d'emplois qui y ont été affectés lors de l'année scolaire 2003-2004.

Art. 5. Nul ne peut être engagé en vertu du présent décret s'il ne remplit, au moment de l'engagement, les conditions suivantes :

- 1° jouir des droits civils et politiques;
- 2° être porteur d'un des titres visés à l'article 6;
- 3° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;
- 4° être de conduite irréprochable;
- 5° satisfaire aux lois sur la milice.

Art. 6. Pour l'application du présent décret, les puériculteurs doivent être porteurs :

- soit du titre visé à l'article 15 de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;
- soit du brevet d'aspirant(e) en nursing visé par l'arrêté royal du 24 février 1987 portant réglementation spéciale relative aux études d'aspirant(e) en nursing;
- soit du certificat d'études de sixième année secondaire de l'enseignement secondaire professionnel et du certificat de qualification de sixième année de l'enseignement secondaire, subdivision spécialité monitrice pour collectivité d'enfants visés par l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

Art. 7. Chaque commission a pour missions, au sein du réseau et de la zone qui relève de ses attributions, de :

- 1° proposer au Gouvernement une répartition des postes de puériculteurs conformément à la Section 3 du chapitre III;
- 2° établir et tenir à jour la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 2, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné et l'article 28, § 3, b), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.
- 3° rendre un avis sur les recours visés aux articles 32, § 2.

CHAPITRE II. — Devoirs

Section 1^{re}. — Devoirs du pouvoir organisateur

Art. 8. Le pouvoir organisateur ou son délégué a l'obligation :

- 1° de faire travailler le membre du personnel dans les conditions, au temps et au lieu déterminés par la décision du Gouvernement visée à l'article 27, notamment en mettant à sa disposition les instruments et les matières nécessaires à l'accomplissement du travail;
- 2° de veiller en bon père de famille à ce que le travail s'accomplisse dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du membre du personnel, et que les premiers secours soient assurés à celui-ci en cas d'accident;
- 3° de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'accueil des membres du personnel, et en particulier des jeunes membres du personnel;
- 4° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail appartenant aux membres du personnel; il n'a en aucun cas le droit de retenir ces instruments de travail;
- 5° de traiter avec dignité et courtoisie les membres du personnel; les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués s'abstiennent de toute attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité; ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 9. Lorsque le contrat de travail prend fin, le pouvoir organisateur ou son délégué a l'obligation de délivrer au membre du personnel tous les documents sociaux.

Art. 10. § 1. Lorsque le poste est octroyé pour l'année scolaire et à partir du premier jour d'un mois, le contrat de travail est réputé prendre cours le premier jour du mois même si ce jour n'est pas un jour ouvrable et se termine le 30 juin de cette même année scolaire. L'ensemble des droits et obligations qui en découlent s'appliquent à partir du premier jour du mois où le poste a été octroyé et cessent le 30 juin de la même année scolaire.

§ 2. A droit à la rémunération qui lui serait revenue s'il avait pu accomplir normalement sa tâche journalière, le membre du personnel apte à travailler au moment de se rendre au travail :

- 1° qui, se rendant normalement à son travail, ne parvient qu'avec retard ou n'arrive pas au lieu de travail, pourvu que ce retard ou cette absence soit dû à une cause survenue sur le chemin du travail et indépendante de sa volonté;
- 2° qui, hormis le cas de grève, ne peut, pour une cause indépendante de sa volonté, soit entamer le travail, alors qu'il s'était rendu normalement sur les lieux du travail, soit poursuivre le travail auquel il était occupé.

Art. 11. Les puériculteurs bénéficient, des mêmes congés scolaires que les membres du personnel enseignant désignés ou engagés à titre temporaire dans les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Section 2. — Devoirs des membres du personnel

Art. 12. Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de l'enseignement où ils exercent leurs fonctions.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, ordonnances et règlements, par le règlement de travail et par le contrat de travail.

Ils exécutent ponctuellement les ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Art. 13. Les membres du personnel exécutent leur travail avec soin, probité et conscience au lieu, au temps et dans les conditions convenus.

Les membres du personnel agissent conformément aux instructions qui leur sont données par les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués en vue de l'exécution du contrat.

Les membres du personnel sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec les élèves, leurs parents et le public. Ils s'entraident dans la mesure où l'exige l'intérêt de l'établissement. Ils évitent tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Les membres du personnel s'abstiennent de tout ce qui pourrait nuire à leur propre sécurité, à celle de leurs collègues, des membres du pouvoir organisateur ou de leurs délégués, des élèves qui leur sont confiés ou de tiers.

Les membres du personnel restituent en bon état au pouvoir organisateur les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui leur ont été confiés.

Les membres du personnel traitent avec dignité et courtoisie tant les membres du pouvoir organisateur et leurs délégués que leurs supérieurs hiérarchiques, leurs collègues, leurs subordonnés et leurs élèves. Ils s'abstiennent de toute attitude verbale ou non-verbale qui pourrait compromettre cette dignité. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 14. Les membres du personnel ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse ou philosophique, ou de publicité commerciale.

Art. 15. Les membres du personnel doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation et par le contrat de travail, les prestations nécessaires à la bonne marche des établissements où ils exercent leurs fonctions.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Art. 16. Les membres du personnel ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 17. Les membres du personnel ne peuvent solliciter, exiger ou accepter directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais à raison de celles-ci, des dons, cadeaux, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 18. Les membres du personnel ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité.

Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

L'exercice des droits de la citoyenneté belge ou européenne que possèdent les membres du personnel est toujours respecté.

Art. 19. Les membres du personnel doivent respecter les obligations, fixées par écrit dans le contrat de travail qui découlent du caractère spécifique du projet éducatif et du projet pédagogique de l'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Section 3. — Prestations hebdomadaires des puériculteurs

Art. 20. Les prestations hebdomadaires du puériculteur correspondent au maximum aux 4/5èmes d'un temps plein de 33.3 périodes, soit 26.6. périodes de 60 minutes (1 600 minutes).

Elles comprennent :

- 1 400 minutes maximum en complémentarité aux instituteurs/trices maternel(le)s durant les 26 périodes de cours;
- 100 minutes avec les élèves, en dehors des périodes de cours, pour l'accueil, l'animation et la surveillance des enfants ainsi que l'aide aux repas;
- 100 minutes, en dehors de la présence des élèves, pour la concertation avec les instituteurs/ trices, les parents et le centre psycho-médicosocial.

Section 4. — Dossier administratif

Art. 21. Outre le rapport visé à l'article 32, le dossier administratif contient exclusivement les documents relatifs à la situation administrative et pécuniaire du membre du personnel. Ces documents proviennent d'une part de la relation entre le pouvoir organisateur et le pouvoir subsidiant, et d'autre part, de la relation entre le pouvoir organisateur et le membre du personnel.

Le Gouvernement fixe les modalités de constitution du dossier et d'accès à celui-ci.

CHAPITRE III. — Des règles d'attribution

Section 1^{re}. — Attribution par réseau et par commission

Art. 22. Le nombre de postes que le Gouvernement attribue à chaque réseau, à chaque zone et, pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, selon chaque caractère, est proportionnel au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations scolaires au 30 septembre de l'année qui précède celle pour laquelle les postes sont attribués.

Section 2. — Introduction des demandes

Art. 23. § 1^{er} Les demandes pour bénéficier de l'octroi d'un puériculteur au sein d'un établissement sont introduites auprès de la commission compétente, dans l'enseignement subventionné, par le pouvoir organisateur ou son délégué et, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, par le chef d'établissement. Les demandes doivent préciser l'établissement et, le cas échéant, l'implantation pour lequel ou laquelle l'octroi d'un ou de plusieurs puériculteurs est sollicité.

§ 2. Les demandes doivent être introduites, selon les modalités définies par le Gouvernement, pour le premier jour ouvrable du mois d'avril de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé.

Section 3. — Analyse des demandes et propositions des commissions au Gouvernement

Art. 24. Le Gouvernement attribue les postes aux établissements sur proposition motivée des commissions.

Chaque commission prend en compte les critères suivants afin de proposer l'octroi d'un puériculteur au sein des établissements :

1° Les données issues de la population scolaire maternelle. Celles-ci sont issues de la moyenne entre le nombre d'enfants inscrits le 30 septembre et le nombre d'enfants inscrits le dernier jour du mois de février de l'année scolaire de l'introduction de la demande.

Les données comprennent :

- a) le nombre d'enfants âgés de 3 ans et 9 mois au plus, avec une importance particulière accordée aux enfants les plus jeunes;
- b) le pourcentage de ce nombre par rapport au total des enfants de maternelle;
- c) le nombre d'enfants par titulaire;
- d) la présence d'un(e) seul(e) instituteur/ trice pour toute l'implantation maternelle;

Ces renseignements sont fournis par le pouvoir organisateur ou son délégué et peuvent être vérifiés par l'inspection.

2° Les données non prises en considération dans les critères visés au point 1° et issues de caractéristiques particulières à l'implantation ou de situations exceptionnelles vécues par celle-ci. Ces données sont liées au public accueilli ou à l'infrastructure dans laquelle les enfants évoluent.

Ces données sont fournies par le pouvoir organisateur ou son délégué, à la commission.

Elles peuvent être vérifiées par l'inspection.

Art. 25. Le Gouvernement peut fixer un ordre de priorité pour la prise en compte des critères visés à l'article 24 ou fixer une pondération entre eux.

Art. 26. Chaque commission rend son avis au Gouvernement le dernier jour ouvrable du mois d'avril de l'année scolaire précédant celle pour laquelle l'octroi est demandé.

Art. 27. Le Gouvernement décide de l'attribution des postes et en informe les pouvoirs organisateurs et les chefs d'établissement conformément aux dispositions du chapitre IV au plus tard à la fin du mois de mai précédant l'année scolaire pour laquelle l'octroi a été demandé.

CHAPITRE IV. — Recrutement des agents

Section 1^{re}. — Etablissement et mise à jour par chaque pouvoir organisateur et par chaque commission d'une liste des puériculteurs

Art. 28. § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, les Services du Gouvernement établissent, par zone, une liste composée des puériculteurs visés par le présent décret qui ont rendu, au 31 janvier de l'année scolaire, au moins 240 jours de service dans l'enseignement organisé par la Communauté française. Dans cette liste, les puériculteurs sont classés selon le nombre de candidatures introduites.

A nombre égal de candidatures introduites, selon l'année civile au cours de laquelle a été délivré le dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre visé à l'article 6 pour la fonction de puériculteur, la priorité revient au puériculteur qui détient le titre visé à l'article 6 depuis le plus grand nombre d'années.

Lorsque l'année de délivrance du dernier diplôme, certificat ou brevet constitutif du titre visé à l'article 6 est la même, selon la date de naissance du puériculteur, la priorité est accordée au puériculteur le plus âgé.

Cette liste est transmise aux chefs d'établissement.

Chaque année, au cours du mois de janvier, le ministre lance un appel aux candidats à un poste de puériculteur visé par le présent décret par avis inséré au *Moniteur belge*. Cet avis indique les conditions requises ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites. A peine de nullité, les candidatures sont introduites par lettre recommandée.

Le puériculteur indique dans quelle(s) zone(s) il préférerait exercer sa fonction.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, chaque pouvoir organisateur établit le classement des puériculteurs visés par le présent décret qui comptent à la fin de l'année scolaire, au moins 360 jours d'ancienneté auprès de lui, répartis sur deux années scolaires au moins et acquis au cours des cinq dernières années scolaires.

Les puériculteurs sont classés entre eux selon le nombre de jours d'ancienneté.

Chaque Commission établit une liste composée des puériculteurs visés par le présent décret qui comptent, à la fin de l'année scolaire et sur deux ans au moins, 600 jours d'ancienneté auprès d'un des pouvoirs organisateurs de la zone. Cette ancienneté doit avoir été acquise au cours des 5 dernières années. Au sein de cette liste, les puériculteurs sont classés entre-eux selon leur nombre de jours d'ancienneté.

En cas d'égalité d'ancienneté, la priorité est accordée au puériculteur le plus âgé.

En cas d'égalité d'âge, la priorité est accordée au puériculteur dont l'année de délivrance du titre visé à l'article 6 pour la fonction est la plus ancienne.

§ 3. a) Dans l'enseignement libre subventionné, chaque pouvoir organisateur dresse une liste des puériculteurs visés par le présent décret qui comptent, au 30 avril de l'année scolaire, au moins 360 jours d'ancienneté auprès de lui, répartis sur deux années scolaires au moins et acquis au cours des six dernières années scolaires :

1° appartiennent au groupe 1 et sont classés entre eux selon le nombre de jours d'ancienneté, les puériculteurs qui ont au moins 721 jours d'ancienneté;

2° appartiennent au groupe 2 et sont considérés entre eux comme ayant la même ancienneté, les puériculteurs qui comptent de 360 à 720. jours d'ancienneté.

Le pouvoir organisateur engage le puériculteur appartenant au groupe 1 qui comptabilise le plus grand nombre de jours d'ancienneté.

A défaut de puériculteur classé dans le groupe 1 précité, le pouvoir organisateur choisit librement un candidat du groupe 2.

b) Chaque Commission établit une liste reprenant les puériculteurs qui comptent, au 30 avril de l'année scolaire en cours, 1 080 jours d'ancienneté auprès d'un des pouvoirs organisateurs de la zone. Les puériculteurs sont classés dans les groupes suivants :

1° groupe A : de 1 080 à 1 439 jours d'ancienneté;

2° groupe B : de 1 440 à 1 739 jours d'ancienneté;

3° groupe C : de 1 740 à 2 159 jours d'ancienneté.

Au sein de chaque groupe, les puériculteurs sont considérés comme ayant la même ancienneté.

Des groupes additionnels, par tranche de 360 jours d'ancienneté supplémentaires, sont le cas échéant constitués.

Le pouvoir organisateur est tenu de choisir un puériculteur appartenant au groupe le plus élevé.

§ 4. L'ancienneté visée au présent article est constituée par la durée des services rémunérés en vertu du contrat de travail.

Sont également pris en compte pour le calcul de l'ancienneté, les congés de maternité et d'accueil en vue de l'adoption.

§ 5. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, tout puériculteur qui a fait l'objet d'un licenciement perd le bénéfice des candidatures introduites, ainsi que celui du nombre de jours prestés avant son licenciement.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le puériculteur qui a fait l'objet d'un licenciement de la part d'un pouvoir organisateur ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté dans sa fonction auprès de ce pouvoir organisateur, sauf si ce dernier le réengage.

En outre, dans l'enseignement libre subventionné, le puériculteur qui a fait l'objet d'un licenciement sans préavis pour faute grave, ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté dans sa fonction auprès des pouvoirs organisateurs de la zone, ni d'aucune priorité auprès du pouvoir organisateur qui a mis fin à ses services, sur base d'une ancienneté acquise auprès d'un autre pouvoir organisateur de la zone.

§ 6. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, tout puériculteur qui a fait l'objet, deux années scolaires consécutives, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 32 de la part du chef d'établissement, perd le bénéfice des candidatures introduites, ainsi que celui du nombre de jours prestés.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, tout puériculteur qui a fait l'objet, deux années scolaires consécutives, d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 32 ne peut plus se prévaloir d'aucune ancienneté dans sa fonction auprès de ce pouvoir organisateur.

§ 7. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le pouvoir organisateur communique à la commission la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné, et la liste visée à l'article 28, § 3, a), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.

*Section 2. — Cas où l'établissement bénéficie de l'octroi d'un puériculteur
'année de l'introduction de la demande et en bénéficie à nouveau pour l'année suivante*

Art. 29. § 1^{er}. Si, en application des dispositions du chapitre III, un établissement bénéficie de l'octroi d'un puériculteur et qu'il en bénéficiait déjà l'année de l'introduction de la demande, le Gouvernement informe le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur, selon le cas, que l'emploi doit être conféré dans le respect de la liste visée à l'article 28, § 1^{er}, pour les puériculteurs travaillant dans l'enseignement organisé par la Communauté française, de la liste visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, pour les puériculteurs travaillant dans l'enseignement officiel subventionné et de la liste visée à l'article 28, § 3, a), pour les puériculteurs travaillant dans l'enseignement libre subventionné.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, après épuisement de la liste des puériculteurs visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 28, § 2, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir l'emploi au puériculteur figurant en tête de la liste visée à l'alinéa 2 de l'article 28, § 2.

§ 3. Dans l'enseignement libre subventionné, après épuisement de la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 3, a), le pouvoir organisateur est tenu d'offrir l'emploi conformément au point b) de ce même article 28, § 3.

§ 4. Si les listes fournies par la commission compétente pour le réseau et la zone d'un établissement ne permettent pas au pouvoir organisateur ou son délégué de trouver le nom d'un puériculteur, le pouvoir organisateur ou son délégué peut s'adresser à la commission du même réseau mais d'une autre zone ou à la commission de la même zone mais d'un autre réseau.

§ 5. Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le pouvoir organisateur communique à la commission la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné, et la liste visée à l'article 28, § 3, a), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.

*Section 3. — Cas où l'établissement bénéficie de l'octroi d'un puériculteur
l'année de l'introduction de la demande mais n'en bénéficie plus pour l'année suivante*

Art. 30. Dans l'hypothèse où l'établissement bénéficie de l'octroi d'un puériculteur l'année de l'introduction de la demande mais n'en bénéficie plus pour l'année suivante, le Gouvernement le notifie au chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, le pouvoir organisateur communique à la commission la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné, et la liste visée à l'article 28, § 3, a), en ce qui concerne l'enseignement libre subventionné.

*Section 4. — Cas où l'établissement ne bénéficie pas de l'octroi d'un puériculteur
pour l'année de l'introduction de la demande mais en bénéficie pour l'année suivante*

Art. 31. § 1^{er}. Si l'établissement bénéficie d'une autorisation d'engagement pour l'année suivante mais n'en bénéficiait pas l'année de l'introduction de la demande, le ministre ou le pouvoir organisateur, selon le cas, désigne un puériculteur dans le respect de la liste visée à l'article 28, § 1^{er}, pour les puériculteurs relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française, de la liste visée à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, pour les puériculteurs relevant de l'enseignement officiel subventionné et la liste visée à l'article 28, § 3, a), pour les puériculteurs relevant de l'enseignement libre subventionné.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, après épuisement de la liste des puériculteurs visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 28, § 2, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir l'emploi au puériculteur figurant en tête de la liste visée à l'alinéa 2 de l'article 28, § 2.

§ 3. Dans l'enseignement libre subventionné, après épuisement de la liste des puériculteurs visée à l'article 28, § 3, a) le pouvoir organisateur est tenu d'offrir l'emploi conformément au point b), de ce même article 28, § 3.

§ 4. Si les listes fournies par la commission compétente pour le réseau et la zone d'un établissement ne permettent pas au pouvoir organisateur ou son délégué de trouver le nom d'un puériculteur, le pouvoir organisateur ou son délégué peut s'adresser à la commission du même réseau mais d'une autre zone ou à la commission de la même zone mais d'un autre réseau.

§ 5. A défaut, le pouvoir organisateur ou son délégué choisit qui il veut sans préjudice des autres dispositions du présent décret.

Section 5. — Rapport sur la manière de servir du puériculteur

Art. 32. § 1^{er}. Au plus tard pour le 1^{er} mars, le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement, selon le cas, remet un rapport motivé sur le puériculteur.

Ce rapport, établi selon un modèle fixé par le Gouvernement, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, et par les Commissions paritaires de l'enseignement fondamental en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, est soumis au visa du puériculteur concerné.

Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement, selon le cas, le verse dans le dossier administratif du puériculteur et le lui notifie, au plus tard dans les cinq jours de la remise du rapport à la commission, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par la réception d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Cette notification indique expressément le droit de recours dont dispose le puériculteur en vertu du § 2 du présent article.

§ 2. Si le puériculteur concerné estime que le rapport défavorable dressé à son sujet par le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement, selon le cas, n'est pas fondé, il peut introduire un recours contre ce rapport devant la commission, selon la procédure décrite à l'article 41.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, tout puériculteur est réputé s'être acquitté de sa tâche de manière satisfaisante aussi longtemps qu'un rapport défavorable n'est pas rédigé à son sujet par le pouvoir organisateur ou, selon le cas, par le chef d'établissement.

CHAPITRE V. — De la suspension de l'exécution du contrat

Section 1^{re}. — Suspension de l'exécution du contrat

Art. 33. Sans préjudice de la réglementation en vigueur, l'exécution de l'engagement est suspendue :

- 1° pendant la période d'interruption de travail et de congé liée à l'accouchement;
- 2° pendant le temps nécessaire au membre du personnel pour siéger comme conseiller ou juge social aux cours et tribunaux du travail;
- 3° pendant les périodes d'appel ou de rappel du membre du personnel sous les armes;
- 4° pendant la durée du séjour du membre du personnel dans un centre de recrutement et de sélection;
- 5° pendant la mise en observation dans un établissement du service de santé de l'armée;
- 6° pendant l'hospitalisation dans un établissement militaire à la suite d'un accident survenu ou d'une maladie contractée ou aggravée au cours des opérations d'examen médical ou d'épreuves de sélection;
- 7° pour la durée du service accompli auprès de la protection civile;
- 8° pendant l'accomplissement du service imposé à l'objecteur de conscience;
- 9° pendant la période au cours de laquelle il a été impossible au membre du personnel de fournir son travail par suite de maladie ou d'un accident.

Art. 34. A la demande de la puéricultrice, le pouvoir organisateur ou son délégué est tenu de lui donner congé au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement ou de la neuvième semaine avant cette date, lorsqu'une naissance multiple est prévue. La puéricultrice lui remet au plus tard huit semaines avant la date présumée de l'accouchement ou dix semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue un certificat médical attestant cette date.

Si l'accouchement n'a lieu qu'après la date prévue par le médecin, le congé est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement.

La puéricultrice ne peut effectuer aucun travail à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin d'une période de huit semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

L'interruption de travail est prolongée, à sa demande, au-delà de la huitième semaine, pour une période d'une durée égale à la durée de la période pendant laquelle elle a continué à travailler à partir de la septième semaine précédant la date exacte de l'accouchement ou de la neuvième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue. Cette période est, en cas de naissance prématurée, réduite du nombre de jours pendant lesquels elle a travaillé au cours de la période de sept jours qui précède la date de l'accouchement.

Toutefois, lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier pendant au moins huit semaines à compter de sa naissance, la puéricultrice peut reporter la prolongation de l'interruption de travail à laquelle elle a droit, jusqu'au moment où le nouveau-né entre au foyer.

A cet effet, la puéricultrice remet au pouvoir organisateur ou à son délégué :

- a) au moment de la reprise du travail, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est hospitalisé depuis au moins huit semaines;
- b) au moment où elle demande la prolongation de l'interruption de travail, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant la date de sortie du nouveau-né.

La puéricultrice conserve son droit au report de la prolongation de l'interruption de travail en cas de décès de son enfant dans l'année de sa naissance.

Art. 35. En cas de maladie ou d'infirmité, les dispositions du décret du 22 décembre 1994 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement sont d'application.

Section 2. — Remplacement de la personne dont l'exécution du contrat est suspendue

Art. 36. Toute absence pour maladie se prolongeant au-delà de 30 jours et toute absence pour congé de maternité donnent lieu au remplacement du puériculteur.

Le pouvoir organisateur ou son délégué procède à l'engagement d'un puériculteur dans le respect des règles de priorité énoncées à l'article 29.

Par dérogation à ce qui précède, en cas de congé non rémunéré, pour quelque cause que ce soit, immédiatement successif à un congé de maternité, le puériculteur qui a effectué le remplacement durant le congé de maternité reste en place jusqu'au retour du puériculteur en congé non rémunéré.

CHAPITRE VI. — *Des fins de contrat*

Art. 37. Les contrats conclus avec les membres du personnel prennent fin, soit :

- d'office conformément à l'article 38;
- par consentement mutuel conformément à l'article 39;
- par licenciement conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;
- par licenciement sans préavis pour faute grave conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 38. Un contrat prend fin d'office :

- 1° le 30 juin suivant la date d'entrée en vigueur du contrat;
- 2° pour les contrats de remplacement, à la date prévue dans le contrat ou au moment du retour du titulaire de l'emploi;
- 3° lorsque le membre du personnel, après une absence autorisée, néglige sans motif valable de reprendre son service et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 4° lorsque le membre du personnel abandonne sans motif valable son emploi et reste absent pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;
- 5° lorsque le membre du personnel se trouve dans les cas où une application des lois pénales entraîne la cessation des fonctions;
- 6° lorsque le membre du personnel est dans une situation d'incapacité permanente de travail reconnue conformément à la loi, au décret, à l'ordonnance, ou au règlement qui l'empêche de remplir convenablement ses fonctions;
- 7° au moment de la mise à la pension pour limite d'âge;
- 8° à la date où il est constaté que le membre du personnel a été engagé sans respecter les règles fixées par le présent décret.

Art. 39. Le contrat conclu avec les membres du personnel peut prendre fin par le consentement mutuel des parties.

Dans ce cas, celui-ci est constaté par un écrit signé et daté par les deux parties. Cet écrit mentionne la date de la fin du contrat.

Art. 40. La fin du contrat d'un puériculteur en raison d'une des causes énumérées à l'article 38, 3° à 8°, donne lieu au remplacement de ce puériculteur.

Le pouvoir organisateur ou son délégué procède à l'engagement d'un puériculteur dans le respect des règles de priorité énoncées à l'article 29.

CHAPITRE VII. — *Du recours devant la commission*

Art. 41. Le recours visé à l'article 32, § 2 doit être introduit au plus tard 15 jours calendrier après avoir reçu la notification visée à l'article 32, § 1^{er}.

Avant de se prononcer, la commission invite le membre du personnel à se faire entendre.

Lors de son audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés du même réseau d'enseignement ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

La commission transmet son avis motivé au ministre ou au pouvoir organisateur, selon le cas, au plus tard 15 jours après sa saisine.

Le ministre ou le pouvoir organisateur, selon le cas, dispose d'un délai de 10 jours pour rendre une décision motivée. Le cas échéant, le ministre ou le pouvoir organisateur, selon le cas, indique les raisons pour lesquelles l'avis de la commission n'aurait pas été suivi.

Il notifie sa décision à la commission et au puériculteur concerné.

TITRE 2. — **Des dispositions relatives au personnel non statutaire de la Communauté française**

CHAPITRE 1^{er}. — *De l'enseignement organisé par la Communauté française*

Section 1^{re}. — Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 42. A l'article premier de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de

ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, il est inséré un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Il s'applique également aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1^{er} *bis* pour ce qui concerne les dispositions des articles 18 à 26, 30, 31, 34, 37, 38, 39 et 41 et 44*bis*. » .

Art. 43. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 1^{er} *bis* rédigé comme suit :

« Art. 1^{er} *bis*. - Pour l'application du présent arrêté, on entend par "membres du personnel non statutaire", les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à condition que celles-ci occupent une fonction identique à une fonction qui existe sous statut et à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. » .

Art. 44. A l'article 39 du même arrêté royal, il est ajouté un littéra *f*) rédigé comme suit :

« *f*) les services rendus par les membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 1^{er} *bis* sont assimilés aux services visés au littéra *a*), à condition que le membre du personnel non statutaire concerné soit porteur du titre requis. En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au littéra *b*), sont globés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié. »

Art. 45. Dans le chapitre III du même arrêté royal, il est inséré une Section 2*bis* "De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale" rédigée comme suit :

« Section 2*bis*. - De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Article 44*bis*. - Lorsqu'un établissement bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, le ministre l'offre au membre du personnel dans l'ordre établi conformément à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat.

Après épuisement de la liste visée à l'alinéa 1^{er}, le ministre offre l'emploi au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature dans la même fonction pour laquelle il détient le titre requis et qui compte dans cette fonction plus de 600 jours d'ancienneté.

Si plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le ministre offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction. » .

Section 2. — Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969
fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire
dans l'enseignement de l'Etat

Art. 46. Dans l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, tel que modifié, il est inséré un article 2*ter* rédigé comme suit :

« Article 2*ter*. - Sont comptabilisés dans l'ancienneté visée à l'article 2 les services rendus par les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à condition que ces personnes occupent une fonction qui existe sous statut et à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française.

Pour le calcul du nombre de jours, les dispositions de l'article 39, *f*), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements sont applicables. » .

Art. 47. Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 3*bis* rédigé comme suit :

« Article 3*bis*. - Est assimilée à une candidature telle que visée à l'article 3, alinéa 4, toute année scolaire complète prestée dans un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur nonmarchand, de l'enseignement et du secteur marchand et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à l'exception du poste de puériculteur visé par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française et à condition que ce poste corresponde à une fonction organique.

Toutefois, seule une candidature peut être comptabilisée par année scolaire pour l'application de l'article 3, alinéa 4. »

Section 3. — Modifications à l'arrêté royal du 18 janvier 1974, pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 48. Dans l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié, il est inséré un article 3*nonies* rédigé comme suit :

« Art. 3*nonies*. - Sont assimilés aux services visés à l'article 3*sexies*, 1°, les services rendus par les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, à condition que ces personnes occupent une fonction qui existe sous statut et à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française.

Ces services sont calculés selon les dispositions de l'article 39, f), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. » .

CHAPITRE II. — De l'enseignement officiel subventionné

Modifications au décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné

Art. 49. A l'article premier, alinéa premier, du décret de la Communauté française du 6 juin 1994, fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 1°, les termes "24, § 3, alinéa 1^{er}" sont supprimés;

2° il est ajouté un point 4° rédigé comme suit :

« 4° aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 4, 6° pour ce qui concerne les dispositions des articles 20, 24, 27*ter* et 34. » .

Art. 50. A l'article 4 du même décret, il est ajouté un point 6o rédigé comme suit :

« 6° on entend par "membres du personnel non statutaire" les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18, du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002, relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur nonmarchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les personnes qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur, à condition que ces personnes occupent une fonction identique à une fonction qui peut être admise au subventionnement et à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. » .

Art. 51. A l'article 24, § 1^{er}, du même décret, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les services rendus auprès du pouvoir organisateur par les membres du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés à l'alinéa 1^{er} aux mêmes conditions, mais selon un coefficient réducteur précisé à l'article 34, § 2 en ce qui concerne les 1200 premiers jours. » .

Art. 52. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une Section 2*bis* "De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale" rédigée comme suit :

« Section 2*bis*. - De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Article 27*ter*. - § 1^{er}. Lorsqu'un pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, il l'offre conformément aux règles de priorité énoncées à l'article 24, § 1^{er}.

Après épuisement de la liste des candidats prioritaires visés à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur fait appel au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature et de la même fonction pour laquelle il est porteur du titre requis ou du titre suffisant A qui compte plus 600 jours d'ancienneté sur 3 ans.

Lorsque plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction.

§ 2. Les candidats visés au § 1^{er} qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée, avant le 31 mai, auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 3. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'année scolaire en cours. » .

Art. 53. A l'article 34 du même décret, dont le texte actuel forme le paragraphe premier, il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Les services rendus par un membre du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés au présent article, à condition que ce membre du personnel soit porteur du titre requis ou du titre suffisant A.

En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au § 1^{er}, alinéa 3, sont englobés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié”.

CHAPITRE III. — *De l'enseignement libre subventionné*

Modifications au décret de la Communauté française du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 54. L'article premier, § 2*bis*, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, tel que modifié, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - aux membres du personnel non statutaire tels que définis à l'article 3, § 19, en ce qui concerne les dispositions des articles 29*bis* à 35. » .

Art. 55. L'article 3 du même décret est complété par un § 19 rédigé de la manière suivante :

« § 19. Pour l'application du présent décret, on entend par "membres du personnel non statutaire", les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002, relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi que les personnes qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur, à condition que ces personnes occupent une fonction identique à une fonction qui peut être admise au subventionnement et à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. » .

Art. 56. L'article 29*bis*, § 4 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les services rendus par les membres du personnel non statutaire sont assimilés aux services visés au § 1^{er}.

En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0,3.

Le nombre de jours acquis en qualité de membre du personnel non statutaire dans une fonction à prestations complètes est formé de tous les jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue. Les congés s'appliquant aux membres du personnel non statutaire qui trouvent leur équivalent dans les congés énumérés au § 1^{er}, 2°, sont englobés dans cette période d'activité.

Les services accomplis dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services accomplis dans une fonction à prestations complètes.

Le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes, est réduit de moitié. » .

Art. 57. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une Section 2*bis* "De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale" rédigée comme suit :

« Section 2*bis*. - De l'attribution des emplois subsidiés par la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 35. § 1^{er}. Lorsqu'un pouvoir organisateur bénéficie de l'octroi d'un poste subsidié par la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale, il l'offre au candidat du groupe 1, visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, qui comptabilise le plus grand nombre de jours d'ancienneté dans la même fonction.

Dans l'impossibilité de satisfaire à l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur offre l'emploi à un candidat du groupe 2 visé à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2, 2°.

A défaut, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui a déjà été engagé dans un emploi de même nature et de la même fonction pour laquelle il est porteur d'un titre qui donne droit, sans limitation de temps, à l'octroi d'une subvention-traitement pour l'exercice de cette fonction et qui compte plus de 600 jours d'ancienneté sur 3 ans.

Lorsque plusieurs membres du personnel répondent aux conditions visées à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur offre l'emploi au membre du personnel qui compte la plus grande ancienneté dans la fonction.

§ 2. Les candidats visés au § 1^{er} qui souhaitent faire usage de leur droit de priorité, doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature par lettre recommandée avant le 15 mai de l'année scolaire auprès du pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité. Cette lettre mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature.

§ 3. L'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante. Le candidat qui n'accepte pas l'emploi qui lui est offert conformément aux règles de priorité perd sa priorité pour un emploi de la même fonction pendant l'année scolaire en cours. »

TITRE 3. — Dispositions modificatives

Art. 58. Dans le décret relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1 - à l'article 6 :

a) l'alinéa 3 est complété d'un point 4. nouveau libellé comme suit :

« 4 - pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française.

« b) dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 4- et" sont ajoutés entre les termes "en vertu" et les termes "de l'article 8";

2 - à l'article 10 :

a) l'alinéa 3 est complété d'un point 4. nouveau libellé comme suit :

« 4 - pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française.

« b) dans l'alinéa 4, les termes "de l'alinéa 3, 4- et" sont ajoutés entre les termes "en vertu" et les termes "de l'article 8".

Art. 59. Dans l'article 14^{quater} de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, sont apportées les modifications suivantes :

1 - à l'article §1^{ter}, les termes "du §1^{quater} et" sont ajoutés entre les termes "en vertu" et les termes "des articles 8, 11 et 12" 2 - il est ajouté un § 1^{quater} nouveau libellé comme suit :

« § 1^{quater}. - La Commission zonale est compétente pour les missions visées par le décret du 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française. » .

Art. 60. A l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les termes "et de stagiaire ONEM. » sont remplacés par les termes ", de stagiaire ONEM, d'agent dans le cadre du troisième circuit de travail (TCT), d'agent dans le cadre du programme de transition professionnelle (PTP) et d'agent dans le cadre de l'aide à la promotion de l'emploi (APE). » .

Art. 61. A l'article 16, § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 20 mai 1998, les termes "et de stagiaire ONEM. » sont remplacés par les termes ", de stagiaire ONEM, d'agent dans le cadre du troisième circuit de travail (TCT), d'agent dans le cadre du programme de transition professionnelle (PTP) et d'agent dans le cadre de l'aide à la promotion de l'emploi (APE). » .

TITRE 4. — Dispositions transitoires et finales

Art. 62. Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et les Commissions paritaires locales, en ce qui concerne l'enseignement officiel subventionné, peuvent valoriser, pour l'ancienneté requise dans les statuts régissant les membres du personnel de chacun de ces réseaux d'enseignement, les services accomplis avant le 1^{er} septembre 2004, par les personnes visées par les conventions prises en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, et par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand et par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, ainsi par les personnes qui occupent une fonction à charge du pouvoir organisateur, à l'exception des puériculteurs visés par le titre premier du présent décret, et à condition que ces personnes occupent une fonction identique à une fonction qui existe sous statut et qu'elles remplissent toutes les conditions de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

En ce qui concerne les 1200 premiers jours, il leur est appliqué un coefficient réducteur de 0.3.

Le nombre de jours validés une fois le coefficient réducteur appliqué ne peut dépasser 360.

Les alinéas précédents sont appliqués sans préjudice de dispositions antérieures plus favorables.

Art. 63. L'ancienneté visée à l'article 28 comprend les services prestés en qualité de puériculteur dans un ou plusieurs établissements de la zone pour laquelle le cas échéant la commission est compétente, postérieurement au 1^{er} janvier 1982.

Pour l'application de l'article 28, alinéa 1^{er}, est assimilée à une candidature toute année scolaire complète prestée dans un poste de puéricultrice postérieurement au 1^{er} janvier 1982 dans un établissement d'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 64. § 1^{er}. En vue de la rentrée scolaire 2004/ 2005, - les demandes pour bénéficier de l'octroi d'un puériculteur visées à l'article 23 doivent être introduites pour le 19 avril 2004;

— chaque commission rend l'avis visé à l'article 26 pour le 7 mai 2004;

§ 2. En vue de la rentrée scolaire 2004/2005, l'appel aux candidats à un poste de puériculteur visé à l'article 28 est lancé par le ministre par avis inséré au *Moniteur belge* à la fin du mois d'avril 2004.

§ 3. Pour la fin de l'année scolaire 2003/ 2004, les missions des commissions visées au présent décret sont exercées, dans l'enseignement subventionné, par les commissions régionales de réaffectation visées par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 février 1990 instituant des Commissions régionales de réaffectation des membres du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire subventionné.

Art. 65. Le présent projet de décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004, à l'exception des dispositions visées aux chapitres III et IV du titre premier et le titre 4 qui produisent leurs effets au 1^{er} avril 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004*

Documents du Conseil — Projet du décret, n° 521-1. — Amendements de Commission, n° 521-2. — Rapport, n° 521-3
Compte rendu intégral — Discussion et adoption — Séance du 5 mai 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2452

[C - 2004/29220]

12 MEI 2004. — Decreet tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — De rechten, plichten en werving van kinderverzorgers

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « inrichtende macht » :

- a) de Franse Gemeenschap;
- b) een gemeente, provincie of de Franse gemeenschapscommissie voor het officiële, gesubsidieerde net;
- c) een natuurlijk persoon of privaatrechtelijk rechtspersoon die de verantwoordelijkheid draagt voor het onderwijs verstrekt in een of meer inrichtingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs.

2° « commissie » :

- in het gesubsidieerde onderwijs : de zonale commissie voor het beheer van de betrekkingen opgericht door artikels 6 en 10 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de bepaling van het tekort en sommige Commissies in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap : de zonale aanstellingscommissie bedoeld in artikel 14^{quater} van het Koninklijk Besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en op de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van mannelijke vervoegingen voor de verschillende kwalificaties en ambten geldt voor beide geslachten en is bedoeld om de leesbaarheid van de tekst te verhogen, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van beroepsnamen.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op de kinderverzorgers bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van de Waalse regering van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van de kinderverzorgers in het buitengewoon onderwijs.

Art. 4. Van de arbeidsplaatsen bedoeld door het voornoemde decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 en het voornoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002, moet het aantal arbeidsplaatsen toegekend voor de aanwerving van kinderverzorgers gelijk zijn aan of hoger zijn dan het aantal arbeidsplaatsen die zijn toegewezen gedurende het schooljaar 2003-2004.

Art. 5. Niemand kan aangenomen worden krachtens dit decreet, indien hij op het ogenblik van aanwerving niet voldoet aan de onderstaande voorwaarden :

- 1° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 2° houder zijn van een van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 6;
- 3° in regel zijn met de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;
- 4° van onberispelijk gedrag zijn;
- 5° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten.

Art. 6. Voor de toepassing van dit decreet moeten de kinderverzorgers houder zijn van :

hetzij het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 15 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet universitair hoger onderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

hetzij het brevet van aspirant(e) nursing bedoeld in het koninklijk besluit van 24 februari 1987 houdende bijzondere regeling betreffende de studie van aspirant(e) nursing;

hetzij het studiegetuigschrift van het zesde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs en van het kwalificatiegetuigschrift van het zesde leerjaar van het secundair onderwijs, studierichting specialisatie monitrice kindercollectief bedoeld in het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.

Art. 7. Iedere commissie heeft tot taak binnen het netwerk en de zone die onder zijn bevoegdheid valt :

- 1° de Regering een verdeling voor te stellen van de arbeidsplaatsen voor kinderverzorgers overeenkomstig afdeling 3 van hoofdstuk III;
- 2° een lijst van kinderverzorgers op te stellen en bij te houden als bedoeld in artikel 28, § 2, lid 2, betreffende het officiële gesubsidieerde onderwijs en artikel 28, § 3, b) betreffende het vrije gesubsidieerde onderwijs;
- 3° advies te geven over de bezwaren bedoeld in artikel 32, § 2.

HOOFDSTUK II. — *Plichten*

Afdeling 1. — Plichten van de inrichtende macht

Art. 8. De inrichtende macht of zijn afgevaardigde is verplicht :

- 1° het personeelslid te laten werken in de omstandigheden en op de tijdstippen en plaats vastgesteld door het besluit van de Regering bedoeld in artikel 27, met name door hem de middelen en materialen ter beschikking te stellen die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van zijn werkzaamheden;
- 2° als een goede huisvader erover te waken dat het werk uitgevoerd wordt in de passende omstandigheden met het oog op de veiligheid en gezondheid van het personeelslid, en dat hem de eerste hulp verleend wordt ingeval van een ongeval;
- 3° aandacht en de nodige zorg te besteden aan de opvang van de personeelsleden, en in het bijzonder van de jonge personeelsleden;
- 4° als een goede huisvader de nodige zorg te besteden aan het in goede staat houden van de werkinstrumenten die toebehoren aan het personeel; hij heeft in geen geval het recht deze werkinstrumenten in te houden;
- 5° de personeelsleden met waardigheid en hoffelijkheid te behandelen; de leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden onthouden zich van iedere verbale of niet-verbale houding die deze waardigheid zou kunnen aantasten; zij onthouden zich van enigerlei vorm van intimiderend gedrag.

Art. 9. Als de arbeidsovereenkomst eindigt, is de inrichtende macht of zijn afgevaardigde verplicht het personeelslid alle nodige sociale documenten te bezorgen.

Art. 10. § 1. Als het ambt wordt toegekend voor de duur van het schooljaar en vanaf de eerste dag van een maand, wordt de arbeidsovereenkomst geacht een aanvang te nemen op de eerste dag van de maand, zelfs als deze dag geen werkdag is, en eindigt op 30 juni van datzelfde schooljaar. Alle rechten en plichten die hieruit voortvloeien zijn van toepassing vanaf de eerste dag van de maand waarop het ambt is toegekend en eindigen op 30 juni van datzelfde schooljaar.

§ 2. Het personeelslid dat kan werken op het moment dat hij naar zijn werk gaat, heeft recht op de bezoldiging die hem zou zijn toegekomen als hij zijn dagtaak normaal had kunnen uitvoeren, als :

- 1° hij op de normale tijd naar zijn werk gaat en te laat of helemaal niet op het werk aankomt, op voorwaarde dat de vertraging of afwezigheid het gevolg is van een oorzaak onderweg naar het werk en onafhankelijk van zijn wil;
- 2° hij, met uitzondering van een staking, het werk om redenen onafhankelijk van zijn wil niet kan aanvatten, terwijl hij zich normaal naar zijn werk begeven had, noch het werk kan voortzetten waarmee hij bezig was.

Art. 11. De kinderverzorgers beschikken over dezelfde vakantiedagen als het onderwijzend personeel, dat vast benoemd of tijdelijk is aangenomen in de onderwijsinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Afdeling 2. — Plichten van de personeelsleden

Art. 12. De personeelsleden moeten in alles steeds de belangen behartigen van de onderwijsinrichting waar zij hun ambt uitoefenen.

Bij de uitoefening van hun ambt komen de personeelsleden persoonlijk en nauwgezet de verplichtingen na, die hun zijn opgelegd door de wetten, decreten, verordeningen en reglementen en door het arbeidsreglement en de arbeidsovereenkomst.

Zij voeren de dienstorders stipt uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Art. 13. De personeelsleden voeren hun werkzaamheden met zorg, integriteit en plichtsbewust uit op de overeengekomen plaats, tijdstippen en volgens de overeengekomen voorwaarden.

De personeelsleden handelen overeenkomstig de instructies die hen zijn verstrekt door de leden van de inrichtende macht en door hun afgevaardigden met het oog op de uitvoering van de overeenkomst.

De personeelsleden moeten zich met de meest volstrekte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met de leerlingen, hun ouders en het publiek. Zij moeten elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de inrichting zulks vereist. Zij vermijden alles wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

De personeelsleden onthouden zich van alles dat hun eigen veiligheid zou kunnen schaden, of die van hun collega's, de leden van de inrichtende macht of hun afgevaardigden, de leerlingen die hun zijn toevertrouwd of derden.

De personeelsleden geven de werkinstrumenten en ongebruikte materialen, die hen zijn toevertrouwd, in goede staat terug aan de inrichtende macht.

De personeelsleden behandelen zowel de leden van de inrichtende macht en hun afgevaardigden als hun leidinggevend, collega's, ondergeschikten en hun leerlingen met waardigheid en beleefdheid. Zij onthouden zich van elke vorm van verbaal of niet-verbaal gedrag dat afbreuk zou kunnen doen aan deze waardigheid. Zij onthouden zich van enigerlei vorm van grensoverschrijdend gedrag.

Art. 14. De personeelsleden mogen hun leerlingen niet gebruiken voor politieke, religieuze, filosofische of commerciële propagandadoeleinden.

Art. 15. De personeelsleden moeten, binnen de grenzen gesteld door de reglementeringen en de arbeidsovereenkomst, de diensten verstrekken die noodzakelijk zijn voor de goede werking van de inrichting waar zij hun ambt uitoefenen.

Zij mogen de uitoefening van hun ambt niet tijdelijk onderbreken zonder voorafgaande toelating van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde.

Art. 16. De personeelsleden mogen geen feiten bekend maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 17. De personeelsleden mogen rechtstreeks of door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt doch omwille ervan, geen giften, geschenken, beloning of enig ander voordeel vragen, eisen of aannemen.

Art. 18. De personeelsleden mogen zich niet inlaten met enige activiteit in strijd met de grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid, in gevaar brengt.

Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

De uitoefening van de rechten van het Belgisch of Europees staatsburgerschap, die de personeelsleden bezitten, worden steeds geëerbiedigd.

Art. 19. De personeelsleden moeten de verplichtingen respecteren, die schriftelijk zijn vastgelegd in de arbeidsovereenkomst en voortvloeien uit de specifieke aard van het onderwijsproject en pedagogische project van de inrichting waar zij hun ambt uitoefenen.

Afdeling 3. — Weekprestaties van de kinderverzorgers

Art. 20. De weekprestaties van de kinderverzorgers bedragen maximaal 4/5 van een voltijdse betrekking van 33,3 perioden, hetzij 26,6 perioden van 60 minuten (1 600 minuten).

Dit komt overeen met :

- maximaal 1 400 minuten als aanvulling op de kleuteronderwijzers gedurende de 26 lesperioden;
- maximaal 100 minuten met de leerlingen buiten de lesperioden voor de opvang en het vermaak van en het toezicht op de kinderen en als ondersteuning bij de maaltijden;
- maximaal 100 minuten zonder de aanwezigheid van de leerlingen voor overleg met de onderwijzers, de ouders en het psycho-medisch-sociaal centrum.

Afdeling 4. — Administratief dossier

Art. 21. Naast het verslag bedoeld in artikel 32 bevat het administratief dossier enkel de documenten met betrekking tot de administratieve en geldelijke situatie van het personeelslid. Deze documenten vloeien enerzijds voort uit de relatie tussen de inrichtende macht en de subsidiërende macht en anderzijds uit de relatie tussen de inrichtende macht en het personeelslid.

De Regering stelt de modaliteiten voor de samenstelling van en de toegang tot het dossier vast.

HOOFDSTUK III. — Toekenningsregels

Afdeling 1. — Toekenning per netwerk en per commissie

Art. 22. Het aantal arbeidsplaatsen dat de Regering toekent aan ieder netwerk, iedere zone en, met betrekking tot het vrije gesubsidieerde onderwijs, iedere gezindheid, is proportioneel aan het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de inrichtingen of vestigingsplaatsen van de scholen op 30 september van het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de arbeidsplaatsen worden toegekend.

Afdeling 2. — Indiening van de aanvragen

Art. 23. § 1. De aanvragen om in aanmerking te kunnen komen voor de toekenning van een kinderverzorger in een inrichting moeten ingediend worden bij de bevoegde commissie, in het gesubsidieerde onderwijs, door de inrichtende macht of zijn afgevaardigde en in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, door het hoofd van de inrichting. Op de aanvragen dient de inrichting en waar nodig de vestigingsplaats vermeld te worden, waarvoor men de toekenning van een of meerdere kinderverzorgers vraagt.

§ 2. De aanvragen moeten ingediend worden volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering, vóór de eerste werkdag van de maand april van het schooljaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de toekenning wordt aangevraagd.

Afdeling 3. — Analyse van de aanvragen en voorstellen van de commissies aan de Regering

Art. 24. De Regering kent de arbeidsplaatsen toe aan de inrichtingen op een met redenen omkleed voorstel van de commissies.

Iedere commissie houdt rekening met de volgende criteria in haar voorstel voor de toekenning van een kinderverzorger in de inrichtingen :

1° De gegevens afkomstig van de kleuterschoolpopulatie. Deze gegevens worden berekend uit het gemiddelde tussen het aantal kinderen dat ingeschreven is op 30 september en het aantal kinderen dat ingeschreven is op de laatste dag van de maand februari van het schooljaar waarin de aanvraag wordt ingediend.

De gegevens bevatten :

- a) het aantal kinderen, dat ten hoogste 3 jaar en 9 maanden oud is, waarbij met name rekening wordt gehouden met de allerjongsten;
- b) het percentage van dit aantal in vergelijking met het totale aantal kleuters;
- c) het aantal kinderen per titularis;
- d) de aanwezigheid van een enkele kleuteronderwijzer(es) voor de hele kleuterschool;

Deze inlichtingen worden gegeven door de inrichtende macht of zijn afgevaardigde en kunnen door de inspectie gecontroleerd worden.

2° De gegevens waarmee geen rekening wordt gehouden bij de criteria bedoeld in punt 1. en betrekking hebben op de bijzondere eigenschappen of uitzonderlijke omstandigheden eigen aan de vestigingsplaats. Deze gegevens houden verband met de bevolkingssamenstelling of de infrastructuur waarin de kinderen zich ontwikkelen.

Deze gegevens worden door de inrichtende macht of zijn afgevaardigde geleverd aan de commissie. Deze gegevens kunnen door de inspectie gecontroleerd worden.

Art. 25. De Regering kan een prioriteitsvolgorde vaststellen bij het rekening houden met de criteria bedoeld in artikel 24 of een onderlinge wegingcoëfficiënt vaststellen.

Art. 26. Iedere commissie brengt haar advies uit aan de Regering op de laatste werkdag van de maand april van het schooljaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de toekenning is aangevraagd.

Art. 27. De Regering beslist over de toekenning van de plaatsen en brengt de inrichtende macht en de inrichtingshoofden hiervan op de hoogte overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV ten laatste aan het eind van de maand mei voorafgaand aan het schooljaar waarvoor de toekenning is aangevraagd.

*HOOFDSTUK IV. — Aanwerving van beampten**Afdeling 1. — Opstellen en bijwerken van een lijst van kinderverzorgers door iedere inrichtende macht en door iedere commissie*

Art. 28. § 1. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap stellen de Diensten van de Regering per zone een lijst op met kinderverzorgers als bedoeld in dit decreet, die op 31 januari van het schooljaar ten minste 240 dagen gepresteerd hebben in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. De kinderverzorgers worden op die lijst gerangschikt volgens het aantal ingediende kandidaatstellingen.

Al naar gelang het kalenderjaar waarin het laatste diploma, getuigschrift of brevet is afgeleverd voor het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 voor het ambt van kinderverzorger, krijgt bij een gelijk aantal ingediende kandidaatstellingen de kinderverzorger voorrang die het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 het grootste aantal jaren bezit.

Als het jaar waarin het laatste diploma, getuigschrift of brevet van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 6 is afgeleverd, hetzelfde is, dan wordt op basis van de geboortedatum voorrang gegeven aan de kinderverzorger die het oudst is.

Deze lijst wordt overgemaakt aan de inrichtingshoofden.

Ieder jaar in de loop van de maand januari richt de minister een oproep tot de kandidaten voor het ambt van kinderverzorger als bedoeld in dit decreet door een bericht in het *Belgisch Staatsblad*. In dit bericht worden de voorwaarden vermeld die vereist zijn van de kandidaten, alsmede de vorm waarin en de termijn binnen welke de kandidaturen moeten worden ingediend. Op straffe van nietigheid moeten de kandidaatstellingen per aangetekende brief ingediend worden. De kinderverzorger geeft aan in welke zone(s) hij zijn ambt wilt uitoefenen.

§ 2. In het officiële gesubsidieerde onderwijs stelt iedere inrichtende macht een lijst op van kinderverzorgers als bedoeld in dit decreet, die aan het eind van het schooljaar ten minste 360 dagen anciënniteit hebben in dit onderwijs, verdeeld over ten minste twee schooljaren en verworven in de loop van de vijf laatste schooljaren. De kinderverzorgers worden gerangschikt volgens het aantal dagen anciënniteit.

Iedere commissie stelt een lijst op van kinderverzorgers als bedoeld in dit decreet, die aan het eind van het schooljaar en over een periode van ten minste twee jaar ten minste 600 dagen anciënniteit hebben bij een van de inrichtende machten van de zone. Deze anciënniteit moet in de loop van laatste 5 jaar verkregen zijn. De kinderverzorgers worden op deze lijst gerangschikt volgens het aantal dagen anciënniteit.

Bij gelijke anciënniteit wordt prioriteit verleend aan de oudste kinderverzorger.

Bij gelijke leeftijd wordt voorrang verleend aan de kinderverzorger, die op basis van het jaar van afgifte, het bekwaamheidsbewijs als bedoeld in artikel 6 voor het ambt het langst heeft.

§ 3. a) In het vrije gesubsidieerde onderwijs stelt iedere inrichtende macht een lijst op van kinderverzorgers als bedoeld in dit decreet, die op 30 april van het schooljaar ten minste 360 dagen anciënniteit in dit onderwijs hebben, verdeeld over ten minste twee schooljaren en verworven in de loop van de zes laatste schooljaren :

- 1° behoren tot groep 1 en worden onderling gerangschikt volgens het aantal dagen anciënniteit, de kinderverzorgers die ten minste 721 dagen anciënniteit hebben;
- 2° behoren tot groep 2 en worden onderling beschouwd als hebbende dezelfde anciënniteit, de kinderverzorgers die tussen 360 en 720 dagen anciënniteit hebben.

De inrichtende macht werft de kinderverzorger uit groep 1 aan, die het grootste aantal dagen anciënniteit heeft.

Bij ontstentenis van een kinderverzorger uit groep 1 hierboven, kiest de inrichtende macht vrij een kandidaat uit groep 2.

b) iedere Commissie stelt een lijst op van kinderverzorgers, die op 30 april van het schooljaar ten minste 1 080 dagen anciënniteit hebben bij een van de inrichtende machten van de zone. De kinderverzorgers worden gerangschikt in de volgende groepen :

1. groep A : van 1 080 tot 1 439 dagen anciënniteit;
2. groep B : van 1 440 tot 1 739 dagen anciënniteit;
3. groep C : van 1 740 tot 2 159 dagen anciënniteit.

Binnen iedere groep worden de kinderverzorgers geacht dezelfde anciënniteit te hebben. Desgevallend kunnen aanvullende groepen worden samengesteld met telkens 360 dagen anciënniteit meer.

De inrichtende macht is gehouden een kinderverzorger te kiezen uit de hoogste groep.

§ 4. De anciënniteit bedoeld in dit artikel wordt opgebouwd op basis van de duur van de bezoldigde diensten krachtens de arbeidsovereenkomst.

Voor de berekening van de anciënniteit wordt eveneens rekening gehouden met het moederschapsverlof en het verlof omwille van de opvang in het kader van een adoptie.

§ 5. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, verliest iedere kinderverzorger die ontslagen wordt, het voordeel van de ingediende kandidaturen, evenals het voordeel van het aantal gepresteerde dagen vóór zijn ontslag.

In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan de kinderverzorger die ontslagen is door een inrichtende macht zich niet meer beroepen op enige anciënniteit in zijn ambt bij deze inrichtende macht, tenzij deze laatste hem weer in dienst neemt.

Bovendien kan de kinderverzorger in het vrije gesubsidieerde onderwijs die ontslagen is wegens een zware fout zich niet meer beroepen op enige anciënniteit in zijn ambt bij de inrichtende machten van de zone, noch van enige prioriteit bij de inrichtende macht die een eind gemaakt heeft aan zijn diensten, op basis van een anciënniteit verworven bij een andere inrichtende macht uit de zone.

§ 6. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap verliest de kinderverzorger die gedurende twee opeenvolgende schooljaren een ongunstig verslag als bedoeld in artikel 32 van het inrichtingshoofd heeft gekregen, het voordeel van de ingediende kandidaturen, evenals dat van het aantal gepresteerde dagen.

In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan de kinderverzorger die gedurende twee opeenvolgende schooljaren een ongunstig verslag als bedoeld in artikel 32 heeft gekregen, zich niet meer beroepen op enige anciënniteit in zijn ambt bij deze inrichtende macht.

§ 7. In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap deelt de inrichtende macht aan de commissie de lijst mee van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, 1ste lid, voor wat het officiële gesubsidieerde onderwijs betreft en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a) voor wat het vrije gesubsidieerde onderwijs betreft.

Afdeling 2. — Geval waarin een inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een kinderverzorger in het jaar waarin hij de aanvraag indient en het daaropvolgende jaar opnieuw in aanmerking komt

Art. 29. § 1. Als een inrichting in toepassing van de bepalingen van hoofdstuk III in aanmerking komt voor de toekenning van een kinderverzorger en hij er in het jaar waarin hij de aanvraag heeft ingediend al gebruik van heeft gemaakt, informeert de Regering het inrichtingshoofd of de inrichtende macht dat de betrekking verleend moet worden met inachtneming van de lijst bedoeld in artikel 28, § 1, voor kinderverzorgers die werkzaam zijn in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de lijst bedoeld in artikel 28, § 2, 1e lid, voor kinderverzorgers die werkzaam zijn in het officiële gesubsidieerde onderwijs en van de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a), voor kinderverzorgers die werkzaam zijn in het vrije gesubsidieerde onderwijs.

§ 2. In het officiële gesubsidieerde onderwijs moet de inrichtende macht na uitputting van de lijst van kinderverzorgers bedoeld in het eerste lid van artikel 28, § 2, de betrekking aanbieden aan de kinderverzorger die boven aan de lijst staat bedoeld in lid 2 van artikel 28, § 2.

§ 3. In het vrije gesubsidieerde onderwijs moet de inrichtende macht na uitputting van de lijst van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 3, a), de betrekking aanbieden overeenkomstig punt b) van hetzelfde artikel 28, § 3.

§ 4. Als de lijsten verschaft door de commissie bevoegd voor het netwerk en de zone van een inrichting de inrichtende macht of zijn afgevaardigde niet in staat stellen de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de inrichtende macht of zijn afgevaardigde zich richten tot de commissie van hetzelfde netwerk, maar van een andere zone of aan de commissie van dezelfde zone, maar van een ander netwerk.

§ 5. In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap deelt de inrichtende macht aan de commissie de lijst mee van de kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, voor wat betreft het gewone gesubsidieerde onderwijs betreft en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a) voor wat betreft het vrije gesubsidieerde onderwijs betreft.

Afdeling 3. — Geval waarin een inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een kinderverzorger in het jaar waarin hij de aanvraag indient, maar het daaropvolgende jaar hiervoor niet meer in aanmerking komt

Art. 30. In de veronderstelling dat de inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een kinderverzorger in het jaar waarin hij de aanvraag indient maar het daaropvolgende jaar niet meer, dan brengt de Regering hiervan het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en de inrichtende macht in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op de hoogte.

In het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap deelt de inrichtende macht aan de commissie de lijst mee van de kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 2, eerste lid, voor wat betreft het gewone gesubsidieerde onderwijs en de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a) voor wat betreft het vrije gesubsidieerde onderwijs.

Afdeling 4. — Geval waarin een inrichting niet in aanmerking komt voor de toekenning van een kinderverzorger in het jaar waarin hij de aanvraag indient, maar het daaropvolgende jaar hiervoor wel in aanmerking komt

Art. 31. § 1. Als een inrichting in aanmerking komt voor een aanstelling in het volgende jaar, maar niet in het jaar waarin hij de aanvraag heeft ingediend, kent de minister of desgevallend de inrichtende macht een kinderverzorger toe met inachtneming van de lijst bedoeld in artikel 28, § 1, voor kinderverzorgers uit het onderwijs georganiseerd door

de Franse Gemeenschap, van de lijst bedoeld in artikel 28, § 2, 1e lid, voor kinderverzorgers uit het officiële gesubsidieerde onderwijs en van de lijst bedoeld in artikel 28, § 3, a), voor kinderverzorgers uit het vrije gesubsidieerde onderwijs.

§ 2. In het officiële gesubsidieerde onderwijs moet de inrichtende macht na uitputting van de lijst van kinderverzorgers bedoeld in het eerste lid van artikel 28, § 2, de betrekking aanbieden aan de kinderverzorger die boven aan de lijst staat bedoeld in lid 2 van artikel 28, § 2.

§ 3. In het vrije gesubsidieerde onderwijs moet de inrichtende macht na uitputting van de lijst van kinderverzorgers bedoeld in artikel 28, § 3, a) de betrekking aanbieden overeenkomstig punt b) van hetzelfde artikel 28, § 3.

§ 4. Als de lijsten verschaft door de commissie bevoegd voor het netwerk en de zone van een inrichting de inrichtende macht of zijn afgevaardigde niet in staat stellen de naam van een kinderverzorger te vinden, dan kan de inrichtende macht of zijn afgevaardigde zich richten tot de commissie van hetzelfde netwerk, maar van een andere zone of aan de commissie van dezelfde zone, maar van een ander netwerk.

§ 5. Bij ontstentenis kiest de inrichtende macht of zijn afgevaardigde wie hij wil ongeacht de andere bepalingen van dit decreet.

Afdeling 5. — Verslag over de wijze van dienen van de kinderverzorger

Art. 32. § 1. Ten laatste op 1 maart bezorgt de inrichtende macht of desgevallend het inrichtingshoofd een met redenen omkleed verslag over de kinderverzorger.

Dit verslag wordt opgesteld volgens het model vastgesteld door de Regering, voor wat betreft het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en door de Paritaire comités van het basisonderwijs voor wat betreft het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en wordt ter visering voorgelegd aan de betrokken kinderverzorger.

De inrichtende macht of desgevallend het inrichtingshoofd voegt het verslag toe aan het administratief dossier van de kinderverzorger en brengt hem hiervan op de hoogte ten laatste vijf dagen nadat hij het verslag aan de commissie heeft bezorgd, hetzij per aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij door ontvangst van een brief van hand tot hand met bewijs van ontvangst.

Deze kennisgeving vermeldt uitdrukkelijk het recht van beroep waarover de kinderverzorger beschikt krachtens § 2 van dit artikel.

§ 2. Als de betrokken kinderverzorger oordeelt dat het door de inrichtende macht of, desgevallend, door het inrichtingshoofd over hem opgestelde ongunstige verslag ongerechtvaardigd is, kan hij bezwaar indienen tegen dit verslag bij de commissie overeenkomstig de in artikel 41 beschreven procedure.

§ 3. In afwijking van § 1 wordt iedere kinderverzorger geacht zijn taak naar tevredenheid te hebben uitgevoerd zolang er geen ongunstig verslag over hem is opgesteld door de inrichtende macht of, desgevallend, het inrichtingshoofd.

HOOFDSTUK V. — Schorsing van de uitvoering van de overeenkomst

Afdeling 1. — Schorsing van de uitvoering van de overeenkomst

Art. 33. Onverminderd de geldende reglementering is de uitvoering van de overeenkomst geschorst :

- 1° gedurende de periode van arbeidsonderbreking en verlof in verband met de bevalling;
- 2° gedurende de periode dat het personeelslid als raadsheer of rechter in sociale zaken moet zetelen in de arbeidshoven en -rechtbanken;
- 3° gedurende perioden waarin het personeels lid (weer) onder de wapens geroepen wordt;
- 4° gedurende het verblijf van een personeelslid in een recruiterings- of selectiecentrum;
- 5° gedurende de opname voor observatie in een inrichting van de gezondheidsdienst van het leger;
- 6° gedurende hospitalisatie in een militair ziekenhuis te gevolge van een ongeval of ziekte opgelopen of verslechterd tijdens medische onderzoeksverrichtingen of selectieproeven;
- 7° gedurende prestaties verricht bij de civiele bescherming;
- 8° gedurende opgelegde prestaties verricht wegens gewetensbezwaren;
- 9° gedurende de periode waarin het voor het personeelslid onmogelijk was zijn arbeid uit te voeren als gevolg van ziekte of een ongeval.

Art. 34. Op verzoek van de kinderverzorgster moet de inrichtende macht of zijn afgevaardigde haar verlof verlenen ten vroegste vanaf de zevende week die voorafgaat aan de verwachte bevallingsdatum of vanaf de negende week vóór deze datum, in geval de geboorte van een meerling wordt verwacht. De kinderverzorgster bezorgt hem uiterlijk acht weken voor de verwachte bevallingsdatum of tien weken voor de verwachte bevallingsdatum in geval van een meerling een geneeskundig voorschrift waaruit deze datum blijkt.

Als de bevalling plaats heeft na de door de arts verwachte datum, wordt het verlof verlengd tot aan de werkelijke bevallingsdatum.

De kinderverzorgster mag geen arbeid meer verrichten vanaf de zevende dag die de verwachte bevallingsdatum voorafgaat tot aan het verstrijken van de periode van acht weken die begint te lopen op de dag van de bevalling.

De arbeidsonderbreking wordt op verzoek van de kinderverzorgster verlengd tot na de achtste week met een periode waarvan de duur gelijk is aan de duur van de periode waarin zij voort gearbeid heeft vanaf de zevende week voor de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de negende week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. Deze periode wordt, bij een vroeggeboorte, verminderd met de dagen waarop arbeid verricht werd tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat.

Wanneer het pasgeboren kind evenwel gedurende ten minste acht weken, te rekenen vanaf de geboorte, in de verplegingsinrichting moet opgenomen blijven, kan de kinderverzorgster de verlenging van de arbeidsonderbreking waarop zij recht heeft, uitstellen tot op het ogenblik waarop het pasgeboren kind naar huis komt.

Met dat doel bezorgt de kinderverzorgster aan de inrichtende macht of aan zijn afgevaardigde :

a) op het ogenblik dat zij het werk herneemt, een getuigschrift van de verplegingsinrichting waaruit blijkt dat het pasgeboren kind in de verplegingsinrichting opgenomen is sinds ten minste acht weken;

b) op het ogenblik dat zij de verlenging van de arbeidsonderbreking aanvraagt, een getuigschrift van de verplegingsinrichting dat de datum vermeldt waarop het pasgeboren kind de inrichting verlaat.

De kinderverzorgster behoudt haar recht op het uitstel van de verlenging van de arbeidsonderbreking wanneer haar kind overlijdt binnen een jaar na de geboorte.

Art. 35. In geval van ziekte of gebrekkigheid zijn de bepalingen van toepassing van het decreet van 22 december 1994 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs.

Afdeling 2. — Vervanging van de persoon van wie de uitvoering van de overeenkomst is geschorst

Art. 36. Iedere afwezigheid wegens ziekte gedurende een periode van meer dan 30 dagen en iedere afwezigheid wegens moederschapsverlof leidt tot vervanging van de kinderverzorger.

De inrichtende macht of zijn afgevaardigde gaat over tot de aanwerving van een kinderverzorger met inachtneming van de prioriteitsregels vermeld in artikel 29.

In afwijking van hetgeen voorafgaat, blijft, in geval van een onbetaald verlof, om welke reden ook, onmiddellijk volgend op het moederschapsverlof, de kinderverzorger die de vervanging heeft uitgevoerd tijdens het moederschapsverlof in functie tot aan de terugkomst van de kinderverzorger die met onbetaald verlof is.

HOOFDSTUK VI. — *Einde van de overeenkomst*

Art. 37. De overeenkomsten die met de personeelsleden zijn afgesloten, eindigen :

- ambtshalve overeenkomstig artikel 38;
- met wederzijdse instemming overeenkomstig artikel 39;
- met ontslag overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten; met ontslag zonder vooropzegging wegens een grove fout overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 38. De overeenkomsten die met de personeelsleden zijn afgesloten, eindigen ambtshalve :

- 1° op 30 juni volgend op de datum waarop de overeenkomst in werking treedt;
- 2° voor vervangingsovereenkomsten op de in de overeenkomst voorziene datum of op het ogenblik van de terugkeer van de titularis van het ambt;
- 3° indien het personeelslid na een geoorloofde zonder geldige reden zijn dienst niet hervat en afwezig blijft gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;
- 4° indien het personeelslid zonder geldige reden zijn betrekking verlaat en gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen afwezig blijft;
- 5° indien het personeelslid zich in een geval bevindt waarin toepassing van de strafwetten ambtsneerlegging ten gevolge heeft;
- 6° indien het personeelslid zich in een geval van permanente arbeidsongeschiktheid bevindt, die is vastgesteld onder de voorwaarden van de wet, het decreet, de beschikking of het reglement en waardoor hij niet meer in staat is zijn ambt naar behoren uit te oefenen;
- 7° op het ogenblik van inruststelling wegens leeftijdsgrens;
- 8° op de datum waarop geconstateerd wordt dat het personeelslid in dienst genomen is zonder inachtneming van de regels vastgesteld in dit decreet.

Art. 39. De overeenkomst die is afgesloten met de personeelsleden kan met wederzijdse instemming van beide partijen beëindigd worden.

In dit geval wordt dit vastgesteld middels een schrijven gedateerd en ondertekend door beide partijen; dit schrijven vermeldt de datum van het einde van de overeenkomst.

Art. 40. Het einde van de overeenkomst van een kinderverzorger op grond van een van de redenen genoemd in artikel 38, punt 3 tot 8, leidt tot vervanging van deze kinderverzorger.

De inrichtende macht of zijn afgevaardigde gaat over tot de aanwerving van een kinderverzorger met inachtneming van de prioriteitsregels genoemd in artikel 29.

HOOFDSTUK VII. — *Beroep voor de commissie*

Art. 41. Het beroep bedoeld in artikel 32, § 2 moet ingediend worden ten laatste 15 kalenderdagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in artikel 32, § 1.

Alvorens zich uit te spreken, nodigt de commissie het personeelslid uit om zich te laten horen.

Tijdens zijn verhoor mag het personeelslid zich laten bijstaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de in werkelijke dienst zijnde of gepensioneerde personeelsleden van hetzelfde onderwijsnet, of door een afgevaardigde van een erkende vakvereniging.

De procedure wordt geldig voortgezet als een personeelslid, ofschoon behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt of zich niet heeft laten vertegenwoordigen.

De commissie brengt een gemotiveerd advies uit aan de minister of, desgevallend, aan de inrichtende macht ten laatste 15 dagen na de aanhangigmaking.

De minister of, desgevallend, de inrichtende macht beschikt over een termijn van 10 dagen om een beslissing te nemen. Als het geval zich voordoet, geeft de minister of, desgevallend, de inrichtende macht de redenen aan waarom het advies van de commissie niet is opgevolgd.

Hij brengt zijn beslissing ter kennis van de commissie en van de betrokken kinderverzorger.

TITEL 2. — Bepalingen betreffende het niet-statutaire personeel van de Franse Gemeenschap**HOOFDSTUK I. — Het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap**

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 42. Aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een lid 6 toegevoegd, dat als volgt luidt :

« Het is eveneens van toepassing op de leden van het niet-statutair personeel zoals vastgesteld in artikel 1 *bis*, voor hetgeen de bepalingen betreft van artikels 18 tot 26, 30, 31, 34, 37, 38, 39 en 41 en 44*bis*. ».

Art. 43. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 1*bis* ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Art. 1*bis*. - Voor de toepassing van dit besluit worden verstaan onder « niet-statutaire personeelsleden » de personen bedoeld in de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, op voorwaarde dat zij hetzelfde ambt uitoefenen als een statutair ambt en met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap.

Art. 44. Artikel 39 van hetzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met een littera *f*), dat als volgt luidt :

« *f*) de diensten geleverd door de niet-statutaire personeelsleden zoals vastgesteld in artikel 1*bis* worden gelijkgesteld aan de diensten bedoeld in littera *a*), op voorwaarde dat het betreffende niet-statutaire personeelslid in het bezit is van de vereiste bekwaamheidsbewijzen. Bij hen wordt op de eerste 1200 dagen een reductiecoëfficiënt toegepast van 0,3.

Het aantal dagen verworven als niet-statutair personeelslid in een ambt met volledige prestaties wordt gevormd door de som van alle dagen gerekend vanaf het begin tot het einde van de periode van ononderbroken arbeid. De vakantiedagen van toepassing op het niet-statutair personeel die gelijk zijn aan de vakantiedagen genoemd in littera *b*) worden aan deze arbeidsperiode toegevoegd.

De diensten vervuld in een ambt met onvolledige prestaties met ten minste de helft van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties, worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als de diensten vervuld in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat minder dan de helft bedraagt van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, wordt met de helft verminderd. »

Art. 45. In Hoofdstuk III van hetzelfde koninklijk besluit wordt een afdeling 2*bis* « De toekenning van gesubsidieerde arbeidsplaatsen door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest » ingevoegd, die als volgt luidt :

« Afdeling 2*bis* - De toekenning van gesubsidieerde arbeidsplaatsen door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Art. 44*bis* - Als een inrichting in aanmerking komt voor de toekenning van een arbeidsplaats gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, biedt de minister dit aan het personeelslid aan op basis van de volgorde vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het Rijksonderwijs.

Na uitputting van de lijst bedoeld in het eerste lid, biedt de minister de betrekking aan een personeelslid, dat reeds werd aangenomen in een soortgelijke betrekking in hetzelfde ambt waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt en in dit ambt meer dan 600 dagen anciënniteit telt.

Als meerder personeelsleden beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in het voorgaande lid, biedt de minister de arbeidsplaats aan het personeelslid met de grootste anciënniteit in het ambt. »

Afdeling 2. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het Rijksonderwijs

Art. 46. In het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd, wordt een artikel 2*ter* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 2*ter* - Worden meegerekend in de anciënniteit bedoeld in artikel 2 de diensten geleverd door de personen bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, op voorwaarde dat deze personen een ambt uitoefenen dat statutair bestaat en met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap.

Voor de berekening van het aantal dagen zijn van toepassing de bepalingen van artikel 39, *f*), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager,

buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

Art. 47. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel *3bis* ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Artikel *3bis*. - Wordt gelijkgesteld met een kandidatuur bedoeld in artikel 3, lid 4, ieder volledig schooljaar gepresteerd in een ambt gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest in het kader van de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap en op voorwaarde dat deze betrekking overeenkomt met een organiek ambt.

Echter kan maar een kandidatuur per schooljaar meegerekend worden voor de toepassing van artikel 3, lid 4. »

Afdeling 3. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 48. In het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd, wordt een artikel *3nonies* ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Artikel *3nonies*. - Worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in artikel *3sexies*, 1., de diensten verleend door de personen bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, op voorwaarde dat deze personen een ambt uitoefenen dat statutair bestaat en met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap.

Deze diensten worden berekend volgens de bepalingen van artikel 39, *f)*, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

HOOFDSTUK II. — Het officiële gesubsidieerde onderwijs

Wijzigingen aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden gesubsidieerd door het officiële gesubsidieerde onderwijs.

Art. 49. Aan artikel 1, lid 1, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden gesubsidieerd door het officiële gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1, worden de woorden « 24, § 3, lid 1 » opgeheven;

2° er wordt een punt 4° ingevoegd, dat als volgt luidt :

« 4° aan de niet-statutaire personeelsleden zoals bepaald in artikel 4, 6° voor wat betreft de artikels 20, 24, 27ter en 34. »

Art. 50. Aan artikel 4 van hetzelfde decreet wordt een punt 6° toegevoegd, dat als volgt luidt :

« 6° onder « niet-statutaire personeelsleden » worden verstaan de personen bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, evenals de personen die een ambt vervullen ten laste van de inrichtende macht, op voorwaarde dat deze personen een ambt uitoefenen dat gelijk is aan een ambt dat gesubsidieerd kan worden en met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van ... tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap. »

Art. 51. Aan artikel 24, § 1, van hetzelfde decreet, wordt tussen lid 1 en lid 2, dat lid 3 wordt, een lid 2 ingevoegd, dat als volgt luidt :

« De diensten geleverd bij de inrichtende macht door de niet-statutaire personeelsleden worden gelijkgesteld met de diensten bedoeld in lid 1 onder dezelfde voorwaarden, maar met een reductiecoëfficiënt vermeld in artikel 34, § 2 voor hetgeen de eerste 1200 dagen betreft. ».

Art. 52. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling *2bis* « toekenning van de arbeidsplaatsen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest », ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Afdeling *2bis* - Toekenning van de arbeidsplaatsen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest

Art. 27ter. - § 1. Als een inrichtende macht in aanmerking komt voor de toekenning van een arbeidsplaats gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, biedt hij deze aan overeenkomstig de prioriteitsregels vermeld in artikel 24, § 1.

Na uitputting van de lijst met prioritaire kandidaten bedoeld in lid 1, doet de inrichtende macht beroep op het personeelslid dat reeds is aangenomen in een soortgelijke betrekking en van hetzelfde ambt waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs of het voldoende geachte bekwaamheidsbewijs A beschikt en meer dan 600 dagen anciënniteit heeft over 3 jaar.

Als meerdere personeelsleden beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in het voorgaande lid, geeft de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid dat over de grootste anciënniteit in het ambt beschikt.

§ 2. De kandidaten bedoeld in § 1, die wensen gebruik te maken van hun prioriteitsrecht, moeten, op straffe van vervallenverklaring, hun kandidatuur indienens per aangetekend schrijven voor 31 mei bij de inrichtende macht waar zij een prioriteit gekregen hebben. Dit schrijven vermeldt het ambt waarvoor de kandidatuur wordt ingediend.

§ 3. De handeling waardoor de kandidaat zijn prioriteit laat gelden is geldig voor het volgende schooljaar. De kandidaat die de betrekking niet aanvaardt die hem aangeboden is overeenkomstig de prioriteitsregels, verliest zijn prioriteit voor een betrekking van hetzelfde ambt gedurende het lopende schooljaar. »

Art. 53. Aan artikel 34 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst de eerste paragraaf vormt, wordt een paragraaf 2 toegevoegd, die als volgt luidt :

« § 2. De diensten verleend door een niet-statutair personeelslid worden gelijkgesteld aan de diensten bedoeld in dit artikel, op voorwaarde dat het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit of het voldoende geacht bekwaamheidsbewijs A.

Op de eerste 1200 dagen wordt een reductiecoëfficiënt toegepast van 0,3.

Het aantal dagen verworven als niet-statutair personeelslid in een ambt met volledige prestaties wordt gevormd door de som van alle dagen gerekend vanaf het begin tot het einde van de periode van ononderbroken arbeid. De vakantiedagen van toepassing op het niet-statutair personeel die gelijk zijn aan de vakantiedagen opgenoemd in § 1, lid 3, worden bij deze arbeidsperiode opgeteld.

De diensten vervuld in een ambt met onvolledige prestaties met ten minste de helft van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties, worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als de diensten vervuld in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat minder dan de helft bedraagt van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, wordt met de helft verminderd. »

HOOFDSTUK III. — *Het vrij gesubsidieerd onderwijs*

Wijzigingen aan het decreet van de Franse Gemeenschap van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden gesubsidieerd door het vrij gesubsidieerde onderwijs

Art. 54. Art. 1, § 2bis, van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden gesubsidieerd door het vrij gesubsidieerde onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een streepje, dat als volgt luidt :

« - aan de niet-statutaire personeelsleden zoals bepaald in artikel 3, § 19, voor hetgeen de bepalingen van artikel 29bis tot 35 betreft. »

Art. 55. Art. 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door een § 19, die als volgt luidt :

« § 19. Voor de toepassing van dit decreet, worden onder « niet-statutaire personeelsleden » de personen verstaan, bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, evenals de personen die een ambt vervullen ten laste van de inrichtende macht, op voorwaarde dat deze personen een ambt uitoefenen dat gelijk is aan een ambt dat gesubsidieerd kan worden en met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van het decreet van ... tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresterde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap. »

Art. 56. Artikel 29bis, § 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De diensten geleverd door de niet-statutaire personeelsleden worden gelijkgesteld aan de diensten bedoeld in § 1.

Op de eerste 1200 dagen wordt een reductiecoëfficiënt toegepast van 0,3.

Het aantal dagen verworven als niet-statutair personeelslid in een ambt met volledige prestaties wordt gevormd door de som van alle dagen gerekend vanaf het begin tot het einde van de periode van ononderbroken activiteit. De vakantiedagen van toepassing op het niet-statutair personeel die gelijk zijn aan de vakantiedagen genoemd in § 1, lid 3, worden toegevoegd aan deze arbeidsperiode.

De diensten vervuld in een ambt met onvolledige met ten minste de helft van het aantal uren vereist voor een ambt met volledige prestaties, worden op dezelfde wijze in aanmerking genomen als de diensten vervuld in een ambt met volledige prestaties.

Het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige prestaties dat minder dan de helft bedraagt van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige prestaties, wordt met de helft verminderd. »

Art. 57. In Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2bis « toekenning van de arbeidsplaatsen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest », ingevoegd, die als volgt luidt :

« Afdeling 2bis - Toekenning van de arbeidsplaatsen gesubsidieerd door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest-

Art. 35. § 1. Als een inrichtende macht in aanmerking komt voor de toekenning van een arbeidsplaats gesubsidieerd door het Waalse Gewest of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, biedt hij deze aan de kandidaat aan van groep 1 bedoeld in artikel 34, § 1, lid 2, 1°, die over het grootste aantal dagen anciënniteit in hetzelfde ambt beschikt.

Indien de inrichtende macht niet kan voldoen aan de verplichting bedoeld in lid 1, biedt hij de betrekking aan een kandidaat aan uit groep 2 bedoeld in artikel 34, § 1, lid 2, 2°.

Bij ontstentenis, biedt de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid aan dat al is aangenomen in een soortgelijke betrekking en van hetzelfde ambt waarvoor hij over het vereiste bekwaamheidsbewijs beschikt, dat zonder beperking in de tijd recht geeft op de toekenning van een weddetoelage voor de uitoefening van dit ambt en die meer dan 600 dagen anciënniteit heeft over 3 jaar.

Als meerdere personeelsleden beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in het voorgaande lid, geeft de inrichtende macht de betrekking aan het personeelslid dat over de grootste anciënniteit in het ambt beschikt.

§ 2. De kandidaten bedoeld in § 1, die wensen gebruik te maken van hun prioriteitsrecht, moeten, op straffe van vervallenverklaring voor het betreffende schooljaar, hun kandidatuur indienen per aangetekend schrijven voor 15 mei bij de inrichtende macht waar zij een prioriteit verkregen hebben. Dit schrijven vermeldt het ambt waarvoor zij de kandidatuur indienen.

§ 3. De handeling waarvoor de kandidaat zijn prioriteit laat gelden, is geldig voor het volgende schooljaar. De kandidaat die de betrekking niet aanvaardt die hem aangeboden is overeenkomstig de prioriteitsregels, verliest zijn prioriteit voor een betrekking van hetzelfde ambt gedurende het lopende schooljaar. »

TITEL 3. — Wijzigingsbepalingen

Art. 58. In het decreet betreffende de bepaling van het tekort en betreffende bepaalde commissies in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1 - aan artikel 6 :

a) lid 3 wordt aangevuld met een nieuw punt 4 dat als volgt luidt :

« 4 - voor de opdrachten bedoeld door het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap. »

b) in lid 4, worden de woorden « van lid 3, 4- en » toegevoegd tussen het woord « krachtens » en de woorden « van artikel 8 »;

2 - aan artikel 10 :

c) lid 3 wordt aangevuld met een nieuw punt 4 dat als volgt luidt :

« 4 - voor de opdrachten bedoeld door het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van gepresteerde dagen door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap. »

d) in lid 4, worden de woorden « van lid 3, 4- en » toegevoegd tussen het woord « krachtens » en de woorden « van artikel 8 »;

Art. 59. In artikel 14^{quater} van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1 - in artikel § 1^{ter}, worden de woorden « van § 1^{quater} en » toegevoegd tussen het woord « krachtens » en de woorden « van artikel 8, 11 en 12 »

2 - er wordt een nieuwe § 1^{quater} toegevoegd, die als volgt luidt :

« § 1^{quater}. - De zonale commissie is bevoegd voor de opdrachten bedoeld door het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de gepresteerde dagen door het niet-statutaire personeel van de Franse Gemeenschap. »

Art. 60. Aan artikel 20, § 2, lid 1, van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 25 oktober 1993 houdende bezoldigingsregeling van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « en stagiair RVA. » vervangen door de woorden « , stagiair RVA, personeelslid derde arbeidscircuit (DAC), personeelslid doorstromingsprogramma's (PTP- Programme de Transition Professionnelle) en personeelslid in het kader van de tegemoetkomingen ter bevordering van de tewerkstelling (APE - Aide à la Promotion de l'Emploi). »

Art. 61. Aan artikel 16, § 4, lid 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, ingevoegd door het besluit van de Regering van 20 mei 1998, worden de woorden « en stagiair RVA. » vervangen door de woorden « , stagiair RVA, werknemer derde arbeidscircuit (DAC), werknemer doorstromingsprogramma's (PTP- Programme de Transition Professionnelle) en werknemer in het kader van de tegemoetkomingen ter bevordering van de tewerkstelling (APE - Aide à la Promotion de l'Emploi). »

TITEL 4. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 62. De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en de lokale Paritaire comités, voor het officiële gesubsidieerde onderwijs, kunnen voor de anciënniteit vereist in de statuten voor de personeelsleden van elk van de onderwijsnetten, de diensten valoriseren vervuld vóór 1 september 2004 door de personen bedoeld door de overeenkomsten in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector en door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van gesubsidieerde contractuelen, evenals de personen die een ambt vervullen ten laste van de inrichtende macht, met uitzondering van de kinderverzorgers bedoeld in de eerste titel van dit decreet en op voorwaarde dat deze personen een ambt uitoefenen dat hetzelfde is als een ambt dat onder statuut bestaat en zij alle voorwaarden vervullen voor een tijdelijke toekenning of aanwerving. »

Op de eerste 1200 dagen wordt een reductiecoëfficiënt toegepast van 0,3.

Het aantal gevalideerde dagen na toepassing van de reductiecoëfficiënt mag niet meer dan 360 bedragen.

De voorgaande leden worden toegepast onverminderd gunstigere voorgaande bepalingen.

Art. 63. De anciënniteit bedoeld in artikel 28 omvat de diensten gepresteerd in de hoedanigheid van kinderverzorger in een of meer inrichtingen van de zone waarvoor de commissie desgevallend bevoegd is, na 1 januari 1982.

Voor de toepassing van artikel 28, lid 1, wordt gelijkgesteld met een kandidatuur elk volledig schooljaar gepresteerd in een betrekking van kinderverzorger na 1 januari 1982 in een onderwijsinrichting georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 64. § 1. Met het oog op het schooljaar 2004/2005,

- moeten aanvragen om in aanmerking te komen voor de toekenning van een kinderverzorger bedoeld in artikel 23 vóór 19 april 2004 ingediend zijn;
- iedere commissie brengt het advies als bedoeld in artikel 26 uit vóór 7 mei 2004;

§ 2. Met het oog op het schooljaar 2004/2005, is door de minister een oproep tot de kandidaten gericht voor het ambt van kinderverzorger als bedoeld in artikel 28 door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* eind april 2004.

§ 3. Voor het eind van het schooljaar 2003/2004 worden de opdrachten van de commissies bedoeld in dit decreet uitgeoefend in het gesubsidieerde onderwijs door de gewestelijke reffectatiecommissies bedoeld bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 tot oprichting van Gewestelijke reffectatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs.

Art. 65. Dit ontwerp van decreet treedt in werking op 1 september 2004, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk III en IV van de eerste titel en titel 4, die in werking treden op 1 april 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Brussel, op 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd- en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Documenten van de Raad — Ontwerp van decreet, nr 521-1 — Amendementen van de commissie, nr 521-2 — Verslag, nr 521-3.

Integraal verslag — Bespreking en aanneming - Zitting van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2453

[C - 2004/29241]

19 MAI 2004. — Décret relatif à la négociation en Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des questions communes nécessitant la réunion conjointe de certains comités de négociation en Communauté française*

Article 1^{er}. Le présent chapitre ne s'applique que :

- si les négociations relatives à la programmation sociale intersectorielle pour les matières visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 7 et § 3 et à l'article 9bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, f) et § 5, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, telle que modifiée par la loi du 5 juin 2004, n'ont pas abouti à un accord;

- si, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 19 décembre 1974, telle que modifiée par la loi du 5 juin 2004, faute de l'accord préalable de toutes les autorités et de toutes les organisations syndicales, d'autres matières n'ont pu être mises à l'ordre du jour du comité commun à l'ensemble des services publics visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 19 décembre 1974 précitée, ou si, dans le cas contraire, les négociations à leur sujet n'ont pas abouti à un accord.

Art. 2. § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement réunit conjointement, afin de mener des négociations sur une programmation sociale intersectorielle :

1^o le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section II (Sous-Section Communauté française);

2^o le Comité de Secteur IX;

3^o le Comité de Secteur XVII, respectivement visés à l'article 17, § 2^{ter}, et à l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.